

Eve Anne Bühler, Martine Guibert et Valter Lúcio de Oliveira (dir.), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização: Abordagens a partir da América do Sul*

Porto Alegre, Brésil, Editora da UFRGS, série Estudos Rurais PGDR, 2016

Éric Sabourin

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cal/8719>

ISSN : 2268-4247

**Éditeur**

Institut des hautes études de l'Amérique latine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 septembre 2018

Pagination : 213-218

ISBN : 978-2-37154-116-0

ISSN : 1141-7161

**Référence électronique**

Éric Sabourin, « Eve Anne Bühler, Martine Guibert et Valter Lúcio de Oliveira (dir.), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização: Abordagens a partir da América do Sul* », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 87 | 2018, mis en ligne le 25 octobre 2018, consulté le 28 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cal/8719>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 mars 2020.



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

---

Eve Anne Bühler, Martine Guibert et  
Valter Lúcio de Oliveira (dir.),  
*Agriculturas empresariais e espaços  
rurais na globalização: Abordagens a  
partir da América do Sul*

Porto Alegre, Brésil, Editora da UFRGS, série Estudos Rurais PGDR, 2016

Éric Sabourin

---

## RÉFÉRENCE

Eve Anne Bühler, Martine Guibert et Valter Lúcio de Oliveira (dir.), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização: Abordagens a partir da América do Sul*, Porto Alegre, Brésil, Editora da UFRGS, série Estudos Rurais PGDR, 2016, 284 p.

- 1 Cet ouvrage collectif en portugais réunit les travaux de vingt-trois auteurs autour de la question des évolutions des agricultures d'entreprise d'Amérique latine dans le cadre de la globalisation des espaces ruraux. Les douze chapitres autour de la dynamique des agricultures d'entreprise concernent plusieurs filières : l'élevage, les grandes cultures (soja, maïs), la canne à sucre et nous montrent la rapidité de leurs évolutions récentes. La première partie pose les bases de ce qui est considéré comme un nouveau modèle d'agriculture d'entreprise. La deuxième traite des politiques publiques, des relations de pouvoir et du rôle de l'État et la troisième ferme l'analyse sur l'hypothèse d'une coexistence entre différents modèles différenciés d'entreprises agricoles.
- 2 Les trois parties sont à la fois diverses, inégales et hétérogènes car il s'agit d'une collection d'articles ou de chapitres aux origines multiples qui ne relèvent pas de l'application d'une grille d'analyse commune, ce qui limite la possibilité de comparaison.

- 3 En revanche, l'introduction définit bien le cadre d'analyse et les caractéristiques communes de ce nouveau modèle d'agriculture d'entreprise.
- 4 Le premier constat est celui de la taille du foncier exploité et du phénomène de concentration des terres par ces entreprises. Le second phénomène est celui de la financiarisation de cette agriculture par la mobilisation de financements sur les marchés de capitaux, banques, macro-acteurs privés et fonds de pension en particulier. Le troisième mécanisme concerne l'accompagnement d'investissements et de concentration d'activités agro-industrielles en amont (approvisionnement) ou en aval (transformation, fret, etc.) voire en appui à la production (prestataires de services à façon). Le quatrième aspect lié à la taille des surfaces concerne la capacité de combinaisons productives à côté de l'agriculture et de l'élevage (plantation forestière, production de biomasse et d'énergie, tourisme rural, etc.) mais aussi la capacité de spéculation foncière quand les prix des denrées baissent.
- 5 Dans la première partie, G. Anllo et R. Bisang évoquent l'émergence d'une « bioéconomie » qui se révèle être essentiellement une façon nouvelle de nommer le mécanisme de financement et commercialisation des biotechnologies qui permettent de breveter ou breveter le vivant.
- 6 Le cas consacré au rôle de l'Aapresid (C. Gras et V. Hernandez), l'association des producteurs en semis direct d'Argentine est quant à lui révélateur d'innovations de ce secteur entrepreneurial à la fois dans ses relations avec la recherche agronomique, l'industrie des machines agricoles, les banques mais aussi l'État. Cette association a construit une véritable narration autour des avantages du semis direct pour la conservation des ressources naturelles (eau, sol, êtres vivants) qui permet de légitimer, justifier son activité et d'enrôler les appuis et alliances de ces divers secteurs clés pour la production agricole afin de capter des ressources technologiques, des capitaux, des marchés et de la publicité.
- 7 Les chapitres 3 et 4 consacrés à la restructuration du territoire opérée par ces entreprises et leur mise en réseau des fonctions logistiques (S. Federico et M.C. Almeida), en particulier autour de nouvelles villes de l'agrobusiness (D. Elias) sont particulièrement éclairants. Ils offrent une perspective de renouvellement des études sur les liens ville-campagne, mais surtout sur le nouveau type de socialisation du rural que produit ce modèle : nouveaux métiers, nouvelles fonctions, nouveaux riches, nouveaux pauvres, nouvelles hiérarchies, nouveaux réseaux...
- 8 Dans la seconde partie dédiée aux politiques publiques, le chapitre 5 (S.P. Leite) démontre parfaitement l'appui massif et décisif de l'État aux grands groupes producteurs de soja du Mato Grosso au Brésil, à travers l'analyse de l'évolution des crédits publics. Ceux-ci ont connu dans les années 2003-2012 une croissance spectaculaire, faisant suite aux remises de dettes considérables à ce même secteur à la fin des années 1990 et début 2000. En Argentine, c'est à travers le contrôle des taux de change du dollar, devenus totalement artificiels, que l'État a pu favoriser sur la durée le financement de l'agrobusiness de façon à faciliter la concentration foncière et l'expulsion de leurs terres de nombreux paysans et agriculteurs familiaux.
- 9 Mais les mutations du secteur n'ont pas toujours été faciles pour tous les grands propriétaires terriens. Au Rio Grande do Sul (Brésil), suite à l'ouverture du pays au marché international dans les années 1990, la reconversion a été dure et obligatoire pour les grands domaines d'élevage : les *estancias* (M.B. Piccin). Finalement, la

concurrence pour la terre au sein du secteur entrepreneurial aura constitué une pression plus forte que celle de l'expulsion des terres improductives par la réforme agraire.

- 10 Le chapitre 8 (P. Gautreau, M. Gisclard, L. Langbehn et G. Marquis-Dupont) traite d'une autre forme de mobilisation du secteur de l'agriculture d'entreprise en comparant dans trois pays (Argentine, Brésil et Uruguay) leurs stratégies de négociation face aux politiques de régulation environnementale imposées aux États par la pression internationale et l'opinion publique. L'analyse croisée montre une complicité constante entre l'administration publique et le secteur privé rural autour de trois mécanismes : légiférer *via* des mesures peu contraignantes, faire voter une législation contraignante mais sans jamais finaliser les décrets et modalités de son application ou tout simplement ménager des exceptions ou des passe-droits à la règle. Néanmoins, au Brésil et en Uruguay, le secteur de l'agrobusiness a su s'organiser habilement pour devancer la lourdeur de la machine administrative de l'État en proposant au parlement, *via* leurs propres ONG environnementalistes, des mesures de verdissement ou de « maquillage vert » qui finalement trouvèrent un écho favorable du côté de gouvernements « neo-desarrollistes ».
- 11 La troisième partie, qui regroupe quatre chapitres, suggère qu'une série de modèles diversifiés d'agriculture d'entreprise coexiste en même temps.
- 12 Dans le cas de la production de canne à sucre pour l'éthanol au Brésil (B. Reydon et A.M. Postal), le chapitre 9 illustre la combinaison des stratégies d'approvisionnement en matière première et de réduction des coûts de transaction. Selon le modèle argentin des « pools de semis », les entreprises préfèrent acheter la canne récoltée à une série de petits, moyens ou grands propriétaires plutôt que la terre comme c'était le cas auparavant. L'achat du foncier oblige en effet à disposer d'un nombre important de travailleurs salariés, qu'il n'est plus possible ou aussi facile d'exploiter en fonction de l'évolution de la législation du travail et des contrôles provoqués par des cabinets d'avocats spécialisés. Mais cette stratégie a surtout permis de libérer l'investissement pour des équipements de mécanisation (sans main-d'œuvre) ou de transformation qui permettent de mieux contrôler la filière.
- 13 Le chapitre 10 (P. Arbeletche) illustre la modification rapide du secteur de l'entreprise rurale en Uruguay par le passage d'une grande partie des terres de l'élevage extensif vers la production intensive de grains (céréales, oléagineux) ou de cellulose *via* la plantation forestière. Là aussi, cette mutation a été accélérée par l'entrée massive de capitaux étrangers, facilitée par les politiques publiques libérales d'un gouvernement progressiste qui n'a jamais cessé de favoriser l'agrobusiness tout en se faisant le promoteur de l'appui à la production familiale [De Torres et *al.*, 2006]. Cependant, ce régime de concurrence pour la terre et les bénéfices entre diverses catégories d'entreprises a également eu des effets sociaux positifs, en créant de nouveaux emplois, voire de nouveaux métiers de « prestataires de services » en engendrant des recettes fiscales locales. L'innovation la plus décisive pour ce modèle très intensif aura cependant été celle des techniques de gestion et des technologies d'information mobilisées afin de réduire les coûts de transaction. Cependant, il semble que cette intensification ne soit pas durable du point de vue environnemental et trouve assez rapidement ses limites, ce qui expliquerait également pourquoi la location des terres s'est substituée à leur achat à tout prix.

- 14 Le chapitre 11 (J. Muzlera) constate la persistance de la gestion familiale de l'agrobusiness dans la pampa Argentine. Comme en Uruguay, l'auteur cite diverses biographies et trajectoires d'agriculteurs familiaux qui vendent ou louent leur terre pour devenir prestataires de services, conducteurs de machine, gérants ou techniciens dans les entreprises agricoles, afin de rester au pays et dans l'activité rurale. Du fait de la volatilité du capital, des investisseurs et des prix des *commodities*, ce sont finalement ces acteurs, issus de familles locales, qui assurent la permanence d'un tissu social rural aux fonctions renouvelées.
- 15 Dans la région de Santa Cruz en Bolivie (E.C. Ballivian), les grands producteurs de soja et de canne à sucre, après s'être opposés au gouvernement populaire du président Evo Morales, ont finalement trouvé des modalités de négociation en associant une minorité de paysans et agriculteurs familiaux aux bénéficiaires de la filière du soja, à travers les coopératives et associations de producteurs. Selon l'auteur, il s'agit là surtout du détournement d'une élite paysanne selon un processus « d'inclusion discriminatoire » plus que d'« exclusion ».
- 16 L'hypothèse n'est pas nouvelle. L'appui parallèle aux secteurs de l'agriculture familiale, de la réforme agraire et de l'agrobusiness opéré par les gouvernements « progressistes » ou « populistes » d'Argentine (N. puis C. Kirchner) et du Brésil (Lula da Silva et D. Rousseff) a été décrit, notamment par Albaladejo [2012] et Chaxel [2015]. Au sujet de la politique de l'administration Lula da Silva au Brésil, j'ai utilisé à cet effet la notion de « néo-corporativisme distribué » [Sabourin, 2016]. Selon Bobbio *et al.* [2007, p. 818] « dans un système néo-corporatiste, l'organisation représentative des intérêts particuliers est libre d'accepter ou non ses relations avec l'État, contribuant ainsi à les définir, alors que dans le coopérativisme classique c'est l'État qui définit et impose ces relations ». La particularité des gouvernements de Lula da Silva a été de pratiquer une gestion ou cogestion néo-corporatiste en même temps avec les secteurs de l'agrobusiness, de l'agriculture familiale, des banques privées et de l'industrie. Bien entendu, ce type de gestion redistributive, au-delà du charisme personnel et de la flexibilité idéologique du gouvernant, ne peut fonctionner qu'en période de croissance et a trouvé ses limites avec la crise économique et la récession des années 2013-2015. Cependant, les différentes études de cas de cet ouvrage nous montrent bien que l'appui public n'a jamais manqué aux d'agriculture entrepreneuriale durant les années 2000 y compris d'ailleurs durant la phase de forte croissance. Par ailleurs, le montant des ressources publiques a également toujours été beaucoup plus massif et déterminant que celui dédié aux politiques en faveur de l'agriculture familiale.
- 17 Les organisateurs de l'ouvrage proposent dans le chapitre de conclusion, à partir d'une lecture transversale des cas réunis dans l'ouvrage, un programme de recherche particulièrement pertinent sur les transitions agraires, les recompositions territoriales et les jeux d'acteurs. La publication de cet ouvrage par plusieurs équipes universitaires du Cône Sud latino-américain montre combien il est essentiel de maintenir et d'actualiser des recherches comparées sur l'ensemble des secteurs et formes de l'agriculture et de la ruralité de façon globale. C'est un des apports stimulants de ce livre dans un contexte où par idéologie, effets de mode ou facilité, bien des laboratoires universitaires en Amérique latine, en se spécialisant sur l'étude exclusive d'un seul segment (agrobusiness, agriculture familiale, paysannat, communautés traditionnelles) ou d'un seul secteur (élevage, forêt ou agriculture), créent des ghettos de la recherche. Or la ruralité et l'activité agricole sont par définition plurielles, diverses, mobiles et

donc difficiles à prendre en compte et à analyser sans une approche globale comme celles de la géographie agraire, de la socio-économie du développement ou de l'écologie politique mobilisées dans cet ouvrage.

---

## BIBLIOGRAPHIE

ALBALADEJO Christophe, « Les transformations de l'espace rural pampéen face à la mondialisation », *Annales de géographie*, n° 686, 2012, p. 387-409.

BOBBIO Norberto *et al.*, *Dicionário de Política*, Brasília, Editora UnB Imprensa Oficial, deux volumes, 2007.

CHAXEL Sophie, « Trajectoires des agriculteurs dans la Pampa argentine : quelles ressources pour s'adapter aux situations d'incertitude et s'engager dans de nouveaux projets ? », thèse de doctorat en sociologie, université Toulouse le Mirail (Toulouse 2), 2015.

DE TORRES ÁLVAREZ María Fernanda *et al.* (2014), « La agricultura familiar entre dos proyectos nacionales de desarrollo en Uruguay », *Revista Eutôpia*, n° 6, 2014, p. 25-40.

SABOURIN Éric, « Origens, evolução e institucionalização da política de agricultura familiar no Brasil », in Guilherme Costa DELGADO (dir.) *et al.*, *Agricultura familiar brasileira: desafios e perspectivas de futuro*, Brasília, Ministério do Desenvolvimento Agrário, 2017, p. 260-289.

## AUTEURS

ÉRIC SABOURIN

Cirad UMR Art-Dev